Document généré le 12 juil. 2025 01:23

Téoros
Revue de recherche en tourisme

Y a-t-il des destinations tabous ?

Normand Cazelais et Gabriel Régallet

Volume 4, numéro 1, mars 1985

L'information touristique

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1080736ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1080736ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Université du Québec à Montréal

ISSN

0712-8657 (imprimé)
1923-2705 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Cazelais, N. & Régallet, G. (1985). Y a-t-il des destinations tabous ? *Téoros*, *4*(1), 7–8. https://doi.org/10.7202/1080736ar

Tous droits réservés © Université du Québec à Montréal, 1985

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Y a-t-il des destinations tabous?

*par Normand Cazelais et Gabriel Régallet**

Posons la question crûment: y a-t-il des destinations politiquement tabous? Des lieux qui, pour cette raison, sont à proscrire? Des endroits qu'il faut alors éviter de visiter et dont il faut éviter de parler? Qu'il faut donc boycotter activement et passivement?

Des cas extrêmes?

Prenons les deux cas les plus connus, Haïti et l'Afrique du Sud. Haïti, parce que c'est un pays proche de nous par sa langue, surpeuplé, sous-développé, aux ressources limitées, dominé par une oligarchie agglutinée au pouvoir dictatorial de Baby Doc, fils et héritier de Papa. L'Afrique du Sud, parce que c'est le pays de l'apartheid, de la philosophie d'état qui établit les hommes inégaux. Pour ces motifs, nombre de voyageurs potentiels et d'informateurs touristiques refusent, tant par solidarité humaine que par répulsion personnelle, d'y mettre les pieds ou même d'en parler. Dans leur esprit, y aller équivaut, par lâcheté ou inconscience, à encourager des systèmes pourris et à donner encore plus de moyens et de légitimité à la minorité qui domine et qui s'enrichit: y aller serait donc un geste irresponsable et inciter les autres à le faire, par des reportages vantant leurs attraits touristiques, serait un geste pire encore et manifesterait un manque flagrant d'éthique professionnelle ou un cynisme débilitant.

Donc, on boycotte ces pays, en n'y allant et n'en parlant pas (attitude passive) ou en faisant en sorte de décourager les autres de s'y rendre ou même d'en avoir le désir (attitude active). Ce boycott a un succès certain: beaucoup de gens ne vont pas en Afrique du Sud ou en Haïti parce qu'ils sont convaincus de l'odieux d'un tel voyage, parce qu'ils ne veulent pas engraisser la classe au pouvoir, parce que c'est mal vu, parce qu'ils veulent avoir la paix.

Haïti et l'Afrique du Sud apparaissent comme des cas jugés extrêmes - qu'on cite d'ailleurs en exemples. Ces pays ont contre eux d'exposer, de façon trop manifeste, une situation déplorable et révoltante. De la sorte, ils ont contre eux d'alimenter notre indignation et conséquemment notre bonne conscience: parce qu'ils nous révoltent - et parce qu'ils donnent une cause à notre révolte -, notre âme est en paix, nous pouvons fermer les yeux ailleurs .

Haïti et l'Afrique du Sud ne sont en fait que le dessus du panier. S'il fallait dresser la liste des pays où des atrocités sont quotidiennement commises, où les droits de la personne sont régulièrement bafoués, où les régimes politiques abusent de leurs pouvoirs et appuient leur emprise sur la vindicte, les malversations, les irrégularités, la coercition, la peur, l'injustice, oui! s'il fallait en établir la liste - ou demander, par exemple, à un organisme comme Amnistie Internationale de le faire, lui qui prend la défense de prisonniers d'opinion partout dans le monde et qui déclarait récemment que plus d'un pays sur trois pratiquait la torture -, il n'y aurait plus beaucoup de tourisme et encore moins d'information touristique!

À bien y regarder, ni les grandes puissances, ni la Chine, ni les pays d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie du Sud-Est ni même d'Europe (de l'Est ou de l'Ouest) ne sont exempts de péché: l'URSS a ses dissidents internés dans les goulags, le Mexique ses indiens soumis au bon vouloir des propriétaires latifundistes, Cuba ses "plantados" enfermés depuis longtemps sans autre forme de procès et la Chine ses centaines d'exécutions. Ce qui n'empêche pas des gens d'y aller en toute bonne conscience et d'y faire de beaux voyages; ce qui n'empêche pas l'existence de sociétés d'amitiés culturelles Canada-Chine, Québec-URSS. Haïti et l'Afrique du Sud, ces pays qui affichent de manière par trop voyante leur répression et leurs inégalités, sont-ils vraiment les pires? Ou n'est-ce point ceux qui dissimulent une réalité analogue sinon pire derrière l'hypocrisie de soi-disant grands principes politiques relevant de l'idéal démocratique, de la dictature du peuple ou de la démagogie pure et simple?

Haïti: un cas jugé extrême, mais comme l'Afrique du Sud, ce pays n'est en fait que le dessus du panier.

*Gabriel Régallet est conseiller en planification et membre d'Amnistie internationale.

Le boycott n'est pas une réponse

En tourisme, le boycott, comme le silence, n'est pas une réponse. Pour deux raisons: d'abord, parce qu'il refuse à l'être humain l'enrichissement et l'ouverture à autrui, à l'étranger, que procure le voyage par la connaissance in situ des comportements, des us et coutumes; ensuite, parce qu'il lui refuse suffisamment d'intelligence pour ne pas le croire capable de constater par lui-même les abus, les injustices, les horreurs. La meilleure éducation en cette matière demeure de se faire une idée personnelle, d'aller voir sur place. C'est le meilleur moyen de connaître le vrai visage des choses... **à condition de garder les yeux ouverts**. Et les possibilités de découvrir cette réalité sont plus grandes en Haïti qu'en Albanie (si jamais on vous laisse entrer!) ou dans les îlots pasteurisés des Clubs Med anywhere in the whole world. Visiter des pays et connaître leurs habitants constituent encore la meilleure façon de prendre conscience de leur condition, d'en témoigner ici et donc d'exercer une pression morale pour les sortir de leurs ghettos et de faire changer les choses.

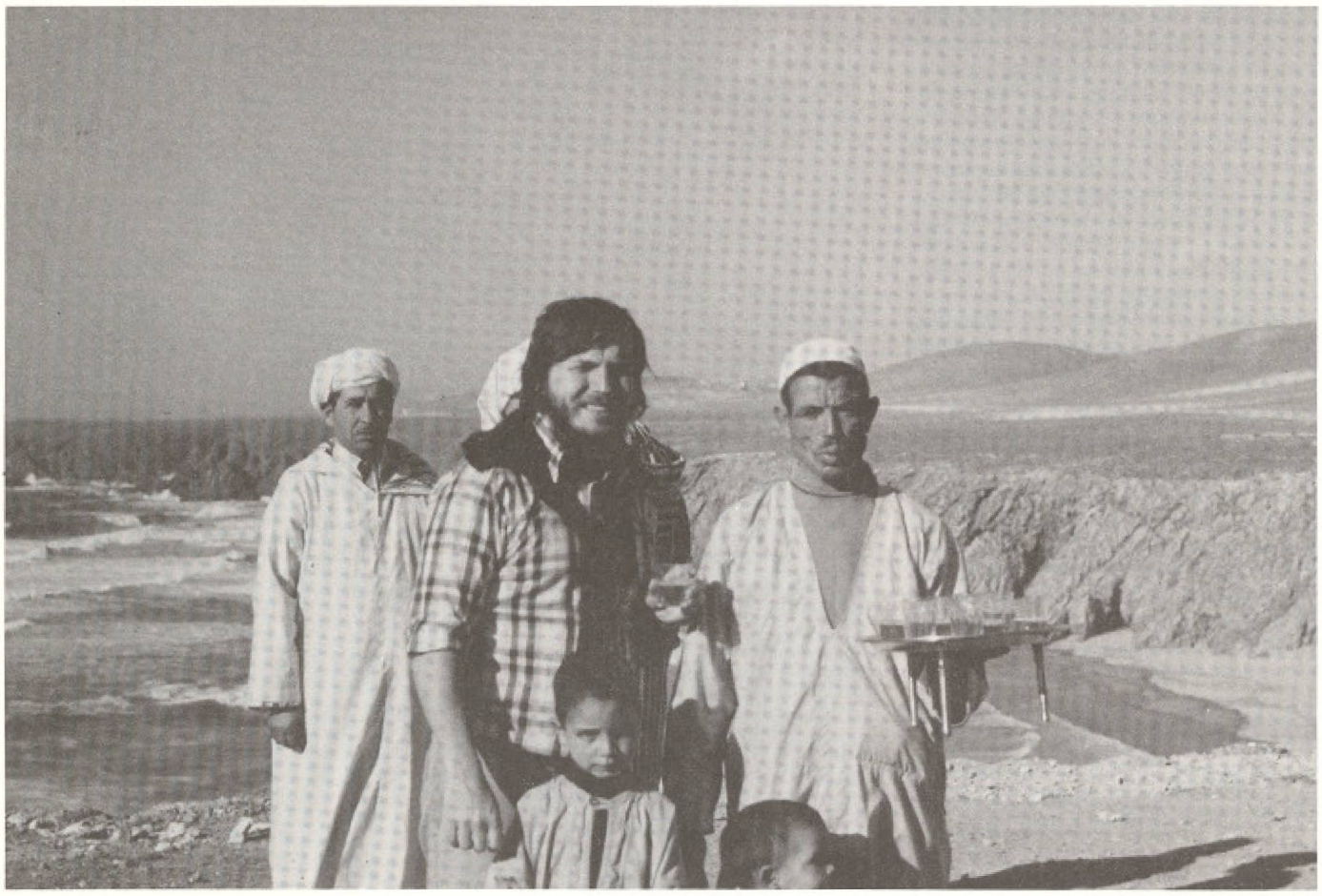
Le boycott touristique pour des raisons politiques sera toujours insatisfaisant et inefficace. Outre les raisons déjà mentionnées, il ne fera jamais autre chose en définitive que de partager les touristes en deux classes, à savoir l'élite et la masse. Car, à ce dernier propos, il y en aura toujours qui se trouveront une justification irréprochable, une bonne raison - en vous disant qu'ils sont, eux, incorruptibles - pour visiter ces pays et, au terme, pour se les "réserver" à eux seuls.

Une solution: l'éducation

Les pistes d'une véritable solution ne résident pas non plus dans une quelconque censure, dans un contingentement des informations et des allées et venues plus ou moins strict, mais dans l'éducation préalable des touristes et des aspirants au voyage. C'est là où les informateurs touristiques, les agents de voyage, les grossistes, les offices de tourisme et agences gouvernementales, les guides, les maisons d'enseignement ont un rôle vraiment important à jouer. Davantage que d'information, leur action en est une - et devrait l'être encore plus! - de formation car cette intervention doit s'exercer au niveau de l'individu, du consommateur.

On objectera que, dans ce domaine, l'information ne peut être objective et qu'elle risque nécessairement d'être teintée de politique, voire de partisanerie. Il existe divers moyens de prévenir ce danger; donnons-en quelques exemples. Certains guides touristiques introduisent une brève présentation du contexte socio-économique et politique des pays décrits: structures agraires, types et cultures des populations, structures de pouvoirs. Sans rien dénoncer, de tels guides sont capables de faire comprendre au lecteur des traits particuliers sur lesquels il peut ouvrir les yeux. De même, les reportages des chroniqueurs touristiques peuvent sortir de l'exotisme et de la description des aubaines pour traiter également de la vie des habitants des pays visités: ce n'est pas dégrader les Haïtiens que de parler de leur extrême dénuement et en même temps de cette allégresse qu'ils portent en eux. Au besoin, les chroniqueurs et les guides peuvent utiliser les informations dignes de foi d'organismes humanitaires, religieux ou de coopération.

Plus que politique, l'action devient alors sociale et surtout commerciale et économique à la source: mieux informés, mieux formés, les consommateurs que sont les touristes et les aspirants voyageurs seront en mesure de faire de meilleurs choix, de voyager mieux avertis et plus conscients; ils seront mieux en mesure conséquemment de faire changer la nature des choses, d'avoir un poids politique. †



Le boycott n'est pas une réponse car il refuse à l'être humain l'enrichissement et l'ouverture à autrui, à l'étranger que procure le voyage.